

Initiatives ministérielles

La quatrième édition d'un livre de bandes dessinées dans une même année, même s'il est relié à l'aide d'agrafes, n'est pas taxable.

M. Richardson: C'est ça le système actuel?

M. Soetens: C'est ça le système actuel, celui que mes collègues ici, à ma gauche, veulent maintenir.

Par ailleurs, si cette quatrième édition qui n'est pas taxable contient de la publicité sur un produit taxable, le livre redevient soudainement taxable. C'est le genre de système que mes collègues qui sont à ma gauche veulent tous garder. C'est justement l'une des raisons pour lesquelles nous nous en sommes débarrassés.

• (1720)

Les représentants de cette industrie m'ont expliqué ce matin que l'élimination de la taxe de vente fédérale sur les intrants contribuerait à améliorer leur position concurrentielle étant donné toutes les sortes de magazines de bandes dessinées, de jeux et de livres qui sont importés au Canada. Ils ont été en mesure de montrer clairement dans quels domaines ils étaient désavantagés par le régime fiscal canadien. Ils étaient convaincus qu'ils parviendraient à améliorer leur position. C'est, en fait, ce que le gouvernement du Canada a dit.

Pour revenir à l'ouvrage mentionné plus tôt par le député, le Conseil économique du Canada soutient que l'élimination de la taxe de vente fédérale et son remplacement par la TPS contribuera à relancer l'activité économique du Canada, activité qui générera quelque 9 milliards de plus. Elle se traduira par des emplois, des investissements. Ce sont ses retombées pour le Canada. Tout cela est salutaire et contribue à réduire le déficit car, comme vous le savez monsieur le Président, les impôts sont inévitables sous notre régime, de sorte que les quelque 9 milliards qui résulteront d'une intensification de l'activité économique rapporteront plus d'impôts, ce qui contribuera à réduire le déficit. Il existe donc un lien positif entre la TPS et le déficit. Mon honorable collègue refuse d'admettre que la TPS contribuera à améliorer notre situation en ce qui concerne le déficit.

Le gouvernement a pris des mesures très claires et précises en ce qui concerne la taxe sur les produits et services, mesures qui permettront en fait d'accroître l'activité économique du Canada et de réduire le déficit.

Les députés assis plus loin acceptent mal le fait que le gouvernement réduirait son déficit et je sais pourquoi. N'ayant pas été capables jusqu'ici de se doter d'un plan d'action politique, il ne leur resterait plus qu'un seul espoir sur lequel fonder leur programme électoral lors de la prochaine campagne, à savoir que ces méchants conservateurs n'ont pas réussi à réduire le déficit. Ils ont peur que nous réduisions le déficit, ce que nous parviendrons à faire, parce qu'ils n'auraient alors plus de thème pour leur campagne; ils seraient complètement dénués d'idées. Si j'ai bien compris, ils ne seraient pas seulement dépourvus d'idées, mais aussi de ressources financières. Ce ne sont pas seulement les idées qui leur font défaut, mais bien tout le processus de la pensée. C'est une autre possibilité dont il faut tenir compte.

Je voudrais également aborder la question de la concurrence industrielle. Je suis heureux que mon collègue ait cité cet ouvrage qui contient beaucoup de renseignements très utiles qu'il a préféré passer sous silence. On dit dans cet ouvrage:

... Les taux de croissance de la productivité au Canada ont excédé ceux enregistrés aux États-Unis. Selon les données de Statistique Canada et du U.S. Bureau of Labour Statistics, cela est particulièrement évident dans les domaines du transport et de l'entreposage, des services publics, de la construction, des finances, des assurances et de l'immobilier. . . Comme tous ces secteurs produisent d'importants intrants pour l'industrie manufacturière et les entreprises productrices de ressources, la forte croissance de leur productivité accroît énormément la compétitivité du Canada.

J'imagine qu'il n'a pas vu ce passage. Pour votre gouverne, monsieur, je vous signale que cet extrait est tiré de la page 12. J'espère que vous consulterez aussi ce passage, vous le trouverez peut-être fort intéressant. Naturellement, nous pourrions trouver dans cet ouvrage un nombre incroyable de bonnes citations sur la compétitivité du Canada. Je le répète, je suis heureux que le député ait cité ce rapport parce qu'il me donne ainsi l'occasion de tout expliquer.

M. Milliken: Vous l'auriez cité quand même.

M. Soetens: Vous avez raison. Je l'aurais probablement cité quand même.

Je voudrais également revenir sur l'allégation selon laquelle les gouvernements provinciaux sont, disons, priés de porter le fardeau fiscal parce que nous réduisons certaines de nos dépenses. J'ai mentionné, par exemple, que dans ma circonscription, le gouvernement provincial a décidé de ne pas financer de classes additionnelles, même si nous manquons désespérément d'écoles.

Je devrais dire aussi que les libéraux provinciaux ont promis, dans ma circonscription, durant les dernières